

I. Cohésion sociale, désorganisation sociale et drogues illégales

1. La consommation de drogues illégales est l'un des plus grands défis auxquels le monde actuel est confronté. Ce fléau, qui touche tous les pays, riches ou pauvres, concerne toutes les couches de la population et, de plus en plus, tous les âges, il alimente la criminalité, la corruption et le terrorisme à l'échelle mondiale, procure des richesses inimaginables à un petit nombre et cause des dommages infinis au plus grand nombre, fait des millions de victimes et menace le fondement même des communautés dans le monde entier.
2. De par sa portée et son impact, le problème mondial de la drogue met en péril les systèmes de santé, d'éducation, de justice pénale et de protection sociale, les systèmes économiques et, parfois, les systèmes politiques de pays du monde entier. Il s'agit d'un phénomène qui a pris beaucoup d'ampleur et qui, grâce aux nouvelles technologies, notamment à Internet, a trouvé de nouveaux moyens d'accroître son influence et sa rentabilité.
3. Le présent chapitre ne met toutefois pas l'accent sur les tendances générales de l'usage illicite de drogues dans différentes sociétés mais insiste plutôt sur le développement, dans de nombreux pays, de communautés de tailles variables – certaines grandes, d'autres plus petites – au sein desquelles la consommation de drogues est presque devenue endémique, entraînant dans son sillage tout un cortège de problèmes sociaux qui la favorisent à leur tour, tels que la violence, la criminalité organisée, la corruption, le chômage, les problèmes de santé et la défaillance du système éducatif, dans un cercle vicieux dont pâtissent aussi bien les individus que la collectivité. Ces communautés posent d'énormes défis. Non seulement il faut s'employer à répondre à leurs besoins propres, mais il faut aussi conjurer le risque qu'elles pourraient à terme représenter pour l'ensemble de la société à laquelle elles appartiennent.
4. Les problèmes auxquels ces communautés doivent faire face et la tendance à la hausse des niveaux d'usage illicite de drogues, de criminalité et de désinsertion sociale sont décourageants. Cependant, des initiatives sont déjà menées parmi nombre de ces communautés par des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui s'attachent, avec zèle et détermination, à renforcer les capacités des populations locales et à lutter contre les multiples problèmes sociaux qui y sont devenus particulièrement endémiques.
5. Il ne fait aucun doute qu'il faut répondre aux besoins des membres de ces communautés. Les objectifs du Millénaire pour le développement, qui sont de réduire l'extrême pauvreté, d'assurer l'éducation primaire pour tous, de promouvoir l'égalité des sexes, de promouvoir la santé publique pour tous, de réduire la mortalité infantile, d'améliorer la santé maternelle, de combattre le VIH/sida, de préserver l'environnement et de mettre en place un partenariat mondial pour le développement, forment la base du consensus politique nécessaire pour prendre des mesures en vue de satisfaire les besoins de ces populations vulnérables et à haut risque.
6. Il faut bien voir que, si nombre de ces communautés marginales représentent un risque majeur pour la santé et le bien-être de leurs membres, elles pourraient au fil du temps représenter le même risque pour la société à laquelle elles appartiennent. Ainsi, ces communautés ne peuvent ni ne doivent être ignorées, compte tenu tant de leurs propres besoins que des problèmes qu'elles pourraient poser d'une manière plus générale.
7. De par sa nature même, une société est plus que l'accumulation d'un grand nombre d'individus. Ce qui sous-tend la notion même de communauté ou de société, ce sont les liens qui unissent les personnes et leur confèrent un sens d'identité et un objectif communs. Une communauté où les individus et les familles se sentent liés les uns aux autres, où ils font des projets ensemble, où ils ont la même langue et des relations basées sur le respect mutuel et une confiance réelle sera probablement une communauté forte.
8. Cependant, lorsque les individus ne ressentent que peu d'intérêt à faire partie de la société et, surtout, lorsqu'ils ont l'impression que le reste de la société a peu d'égard pour leur bien-être, il y a bel et bien un risque que les liens censés les réunir ne se desserrent, ce qui peut gravement affecter le sentiment d'appartenance à la communauté et largement favoriser tout un éventail de problèmes sociaux. Le degré de cohésion sociale au sein de ces communautés et sociétés est véritablement un baromètre de leur santé. Quand les sociétés sont fragmentées, que le sentiment de cohésion y est réduit à peu de choses, de multiples problèmes risquent d'apparaître, dont l'usage illicite de drogues et la criminalité ne sont peut-être que les signes les plus visibles. Ces problèmes sont susceptibles de faire augmenter le niveau de désordre social et de violence, comme cela s'est vu dans différentes villes de par le monde, désordre et violence qui risquent de se répandre, au-delà de ces communautés, dans le reste de la société.

A. Développement de communautés marginales et problèmes liés à la l'usage illicite de drogues au sein de ces communautés

9. Dans les pays du monde entier, riches comme pauvres, on observe aujourd'hui le développement de communautés marginales au sein desquelles une situation faite de conflits, violence, usage illicite de drogues, criminalité, intimidation, problèmes de santé, défaillances du système éducatif et possibilités d'emploi limitées ou inexistantes produit des effets dévastateurs et devient la norme pour nombre des membres de ces communautés.

10. L'usage illicite et le trafic de drogues, ainsi que la criminalité organisée, y font désormais partie du quotidien. Il s'agit de quartiers où les pouvoirs nationaux et locaux ont de plus en plus de mal à exercer leur autorité et ce au profit de bandes criminelles lourdement armées et bien financées, qui exercent leur contrôle sur la population locale en conjuguant intimidations et récompenses à court terme. Le problème de la consommation de drogues y a pris une ampleur exceptionnelle. Les jeunes qui grandissent dans ces quartiers sont souvent attirés par la grande richesse et la position sociale élevée dont semblent jouir les personnes impliquées dans le trafic et la revente de drogues.

11. Il y a des exemples bien connus et très médiatisés de ces communautés marginales dans des pays tels que l'Afrique du Sud, le Brésil, les États-Unis d'Amérique, le Mexique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, mais le problème est présent partout. Il existe des communautés, aussi bien dans les zones rurales qu'au cœur des villes les plus riches, où la population n'a plus le sentiment d'appartenir à la société dans son ensemble et où les problèmes d'exclusion et de désinsertion sociales ne sont que trop évidents.

12. La plupart de ces communautés sont prises dans un engrenage dangereux, et le cortège des problèmes sociaux, dont l'usage illicite de drogues, la violence, la criminalité organisée, la pauvreté, les problèmes de santé, les défaillances du système éducatif et le niveau élevé de chômage, s'aggrave. Les individus et les familles qui les composent éprouvent un profond sentiment de désespoir, qui les amène à penser que leurs conditions de vie ne changeront jamais et qu'ils ne connaîtront jamais la sécurité ni la stabilité économique dont profitent les autres membres de la société. Confrontées à une réalité dans laquelle elles semblent avoir été mises au ban de la société, certaines personnes peuvent à tort estimer avoir toutes les raisons de se livrer à des activités liées aux drogues illicites et à la criminalité.

13. Ces communautés sont souvent considérées comme des zones "interdites", où l'on évite de se rendre par crainte d'être victime d'actes de violence et d'intimidation. Les personnes qui y vivent peuvent développer un sentiment profond d'identité et nouer des liens étroits avec la communauté, qui peuvent être à la fois une force et une raison de se couper du reste de la société. De même, les autres membres de la société peuvent en arriver à estimer que les habitants de ces quartiers sont fondamentalement différents et mènent des vies caractérisées d'une certaine façon par le danger et la criminalité.

14. Par ailleurs, de nombreux services œuvrant dans ces communautés (police et services médicaux, sociaux ou éducatifs) peuvent estimer que le problème que posent ces quartiers est tout simplement trop important pour qu'ils puissent s'y attaquer avec les ressources limitées dont ils disposent. Pour ce qui est de la police, par exemple, les bandes criminelles locales peuvent exercer un tel pouvoir et une telle influence sur les communautés que les services de détection et de répression traditionnels n'ont tout simplement pas la capacité de mener à bien des enquêtes sur les actes criminels et de poursuivre les personnes impliquées. Dans certains cas, ces bandes visent délibérément la police, tuant de nombreux agents de la force publique et envoyant par la même occasion un message fort aux populations locales, à savoir que ce sont elles, organisations criminelles, et non les policiers qui détiennent le pouvoir. Un autre aspect du problème est la tendance à l'affrontement entre ces bandes, qui vient renforcer le sentiment d'appartenance au groupe.

15. Réalisant que la capacité des services de détection et de répression est peut être insuffisante pour faire reculer la criminalité organisée, les membres des communautés concernées peuvent en fait se sentir retenus en otage à l'intérieur de leurs propres maisons et quartiers.

16. Le message souvent asséné à la population locale par ces bandes criminelles est le suivant: on ne parle pas à la police. Il s'accompagne généralement de menaces de violence ou d'une violence bien réelle. La population locale peut avoir peur de s'élever contre des individus impliqués dans l'économie de la drogue au sein de ces communautés. En effet, même dans l'éventualité où certaines personnes seraient disposées à signaler des incidents à la police, elles pourraient craindre que des agents corrompus ne transmettent leurs déclarations aux délinquants. De ce fait, il se peut que la police reçoive peu d'informations, voire aucune, d'où l'idée selon laquelle l'ensemble de la communauté est d'une certaine manière complice de ce mode de vie criminel.

17. Lorsque les services de détection et de répression lancent des opérations contre les bandes criminelles dans

ces quartiers, ils doivent parfois procéder comme s'il s'agissait d'opérations militaires. En effet, les bandes qui y font la loi sont si lourdement armées qu'ils estiment dans certains cas n'avoir d'autre choix que de mener des opérations policières faisant intervenir des méthodes militaires. Peu importe que ces opérations soient dotées de ressources suffisantes, bien planifiées et exécutées avec professionnalisme, l'impression qui prédomine est toujours la même: l'autorité de l'État est sérieusement menacée.

18. La marginalisation et la désinsertion sociales dans ces communautés ne sont pas simplement attestées par l'ampleur de la revente et de la consommation de drogues ou de la criminalité liée aux drogues. Très souvent, ces communautés ont des services de santé insuffisants ou inexistant, des services sociaux limités, un système éducatif sous-financé, des moyens de transports insuffisants ou inexistant, des installations sanitaires précaires et un accès limité aux biens, aux services et aux emplois, ainsi que des taux de morbidité et de mortalité élevés.

19. Si répondre aux besoins des populations de ces quartiers constitue sans aucun doute un défi, les conséquences d'un échec seraient catastrophiques, et cela doit à tout prix être évité. Le problème va bien au-delà de la fourniture de services de détection et de répression efficaces; il s'agit de mettre en œuvre des mesures de réadaptation sociale afin que les habitants puissent profiter des avantages d'une pleine participation à la vie de la société. De plus, il ne faut pas mésestimer le fait que tous les efforts qui iront dans ce sens se heurteront à l'opposition acharnée des bandes solidement établies.

B. Menaces à la cohésion sociale

20. La présente section présente brièvement les menaces à la cohésion sociale actuellement observées dans certaines communautés. Si ces menaces sont nombreuses et variées, il faut bien comprendre qu'aucun des processus sociaux décrits ci-après ne doit être considéré comme conduisant inévitablement à adopter un mode de vie fait de consommation de drogues et de criminalité. À chaque fois qu'un individu s'engage dans cette voie, c'est dans une certaine mesure le résultat d'une décision personnelle. Il ne s'agit pas d'"accuser la victime" mais plutôt de reconnaître que, quels que soient les processus sociaux et les pressions sociales en cause, les êtres humains ont la capacité de faire appel à leur jugement personnel pour décider de faire ou de s'abstenir de faire quelque chose. Il importe de noter que c'est cette notion de choix qui nourrit la perspective d'une amélioration et d'une réadaptation, même dans les situations les plus délicates, et qui sous-tend la possibilité

qu'à un individu de trouver un moyen de surmonter les difficultés du moment.

1. Inégalités sociales persistantes

21. Il est caractéristique de nombreuses sociétés qu'à mesure que certains groupes sociaux s'enrichissent, l'écart entre les riches et les pauvres se creuse et se consolide. Ces inégalités entraînent de fortes disparités dans toute une série d'indicateurs sociaux et sanitaires, comme la santé maternelle et infantile, la mortalité infantile, la morbidité, l'espérance de vie et l'alphabétisation.

22. Dans les sociétés où ces multiples inégalités sont anciennes et persistantes, certains groupes sociaux en viennent à penser qu'ils n'ont simplement aucune chance de profiter un jour des avantages d'une pleine participation à la vie sociale. Confrontés à des perspectives limitées, les membres de ces communautés peuvent se mettre de plus en plus à l'écart de la société et commencer à adopter toute une série de comportements néfastes pour l'individu et la société, notamment à faire un usage illicite de drogues et à en revendre.

2. Migration

23. Lorsque des personnes et des groupes sociaux migrent d'une région à l'autre, le risque augmente que les personnes et communautés connaissent diverses difficultés d'ordre social liées à un sentiment de déracinement. Ces difficultés peuvent notamment concerner leur santé physique et psychologique, leur bien-être, leur emploi, leur éducation et leur vie familiale. Si la migration a de nombreux effets positifs pour le migrant et pour la société en général, elle peut toutefois créer un sentiment de bouleversement dans la communauté environnante et de vulnérabilité chez les personnes déplacées. Lorsque des groupes sociaux migrent d'une zone liée à la production et à la consommation de drogues illicites, leurs membres risquent d'autant plus de se livrer à diverses formes de toxicomanie en réaction à ce sentiment de bouleversement.

3. Transformation politique et économique

24. De même, le sentiment de cohésion peut diminuer sensiblement dans les sociétés connaissant une transformation politique et économique. Quand les structures politiques et les activités économiques traditionnelles se désagrègent et que de nouvelles formes d'activité économique et de gouvernance apparaissent, certains groupes sociaux peuvent se sentir isolés et moins proches de l'ensemble de la société. Ce sentiment d'éloignement par rapport aux nouvelles structures de gouvernance peut conduire des personnes et des groupes

sociaux à adopter divers comportements nuisibles pour l'individu ou la société.

4. Apparition de cultures valorisant l'excès

25. La cohésion sociale peut être menacée par la pauvreté et l'exclusion sociale, mais aussi par l'apparition d'une culture de l'excès. Ainsi, des individus jouissant d'un niveau de vie élevé peuvent en venir à considérer qu'ils ne sont pas tenus de respecter les mêmes normes et usages que le reste de la société et à adopter des comportements autodestructeurs. Pour certains d'entre eux, la consommation de certaines drogues (telles que la cocaïne sous forme de poudre) peut constituer un symbole de leur réussite ou de leur position sociale. Lorsqu'elle est le fait de célébrités et de personnes qui travaillent dans le monde des arts, de la musique et du divertissement, la consommation de drogues peut être vue comme allant de pair avec la créativité et la position sociale. Cette acceptation de l'usage illicite de drogues de la part de certaines personnes et certains groupes sociaux peut contribuer à banaliser certaines formes de toxicomanie dans l'ensemble de la société, ce qui risque d'affaiblir la cohésion sociale.

5. Progression de l'individualisme et du consumérisme

26. Dans certaines sociétés se développe une tendance à donner une priorité beaucoup plus grande aux besoins des individus qu'à ceux de la communauté dans son ensemble. L'importance croissante attachée à la satisfaction des désirs individuels et la prévalence de plus en plus nette du consumérisme affaiblit le sentiment de cohésion dans certaines sociétés et entraîne une augmentation de certaines formes de comportement nuisibles pour l'individu et la société, telles que la toxicomanie.

6. Érosion des valeurs traditionnelles

27. Le niveau de cohésion sociale peut aussi être gravement menacé en cas d'érosion des valeurs traditionnelles provoquée par des changements culturels, politiques, économiques et spirituels qui entraînent l'apparition de nouvelles valeurs. Certains groupes peuvent alors se sentir exclus ou étrangers à ces valeurs nouvelles et plus enclins à satisfaire leurs propres intérêts, quel que soit l'impact sur l'ensemble de la société.

7. Sociétés en situation de conflit ou sortant d'un conflit

28. Dans les sociétés en situation de conflit ou sortant d'un conflit, on observe souvent des signes manifestes d'effondrement de la cohésion sociale. Des liens sociaux auparavant étroits et mutuellement bénéfiques peuvent

alors être mis à rude épreuve et s'affaiblir, laissant de larges pans de la population dans le doute quant à leur degré d'appartenance à une société commune. Dans les sociétés sortant d'un conflit, il peut y avoir carence de la gouvernance. De ce fait, les services sociaux risquent d'être insuffisants et le système judiciaire ainsi que les services de détection et de répression peuvent paraître inexistantes. Cela peut affaiblir un peu plus une cohésion sociale déjà fragile.

8. Urbanisation rapide

29. Dans les sociétés caractérisées par une urbanisation rapide, notamment celles où les populations quittent les zones rurales pour les milieux urbains, il peut se produire une diminution et une dissolution de nombre des formes traditionnelles de cohésion sociale. Ce sont parfois les relations et liens familiaux qui sont rompus. Des zones urbaines peuvent également devenir des espaces culturels où une plus grande diversité de comportements individuels et de transgressions sociales et individuelles est tolérée du fait d'un sentiment accru d'anonymat.

9. Détérioration du respect de la loi

30. Quand les populations ont le sentiment que le système juridique est injuste, corrompu ou inefficace, on peut s'attendre à ce qu'elles perdent confiance en la loi et dans les institutions chargées de la faire respecter. Il existe alors un risque réel qu'elles abandonnent simplement tout espoir de voir un jour le gouvernement national ou local en mesure d'améliorer leur condition. Les hommes politiques et les agents publics peuvent être regardés avec suspicion et méfiance et être de plus en plus considérés comme des personnes animées par le désir d'améliorer leur propre situation plutôt que celle des populations locales. Les bandes criminelles peuvent alors se présenter comme la seule autorité capable d'agir dans le quartier.

10. Économie locale de la drogue

31. Dans ces communautés, le trafic de drogues illicites peut devenir si présent qu'il peut purement et simplement supplanter l'économie légitime, le danger étant non seulement la prolifération du trafic lui-même mais également le développement d'une culture de la toxicomanie. Parfois, une telle culture peut s'auto-entretenir car elle donne aux habitants des quartiers considérés une identité qui leur est propre tout en les éloignant encore du reste de la société.

32. Tels sont les nombreux problèmes auxquels doivent faire face les communautés "sensibles" dans les pays et régions du monde entier. Ces communautés concentrent à l'extrême les problèmes de drogue et de criminalité par ailleurs observables dans le reste du monde. Ces multiples

problèmes se conjuguent souvent à un degré tel que ce sont eux qui règlent la vie des habitants.

C. Faire face au problème

33. À l'heure actuelle, des gouvernements, administrations locales et groupes de volontaires de pays du monde entier mettent en œuvre des initiatives pour faire face aux multiples problèmes que posent ces communautés marginales. L'établissement d'une police de proximité, l'amélioration des services sociaux, l'offre de loisirs et la revitalisation du tissu urbain, entre autres, peuvent aider à renforcer la cohésion dans les communautés socialement désinsérées.

34. Au Brésil, par exemple, le Gouvernement a tenté de reprendre aux bandes criminelles armées le contrôle des favelas en menant une série d'interventions spectaculaires associant des forces de police et du personnel militaire pour arrêter les chefs de bandes et instaurer l'état de droit. Dans certains quartiers, des méthodes de détection et de répression de ce type ont été associées à un engagement en faveur d'une police de proximité, les "gardiens de la paix" s'attachant à établir des relations avec les habitants, parfois même à dispenser des cours ou à apporter un soutien à des groupes de jeunes d'une manière qui s'apparente davantage à du travail social. Ces efforts conjoints visent d'une part à saper l'assise du pouvoir des bandes criminelles organisées et d'autre part à instaurer un sentiment de confiance entre la police et les habitants de façon à accroître la sûreté et la sécurité de ces derniers.

35. Dans la région de Cape Flats, en Afrique du Sud, qui connaît depuis longtemps des taux élevés de toxicomanie et de violence, des problèmes de santé et un fort chômage, des organismes nationaux et internationaux mènent des initiatives visant à réduire les niveaux de violence des rues au moyen d'améliorations urbaines. Il s'agit entre autres, souvent dans des zones à forte criminalité, de moderniser et de développer les moyens de transports locaux, de réinvestir les espaces urbains délaissés, d'améliorer l'éclairage et d'assurer une meilleure surveillance afin d'accroître la sécurité des habitants. Dans plusieurs de ces communautés, des petits centres appelés "active boxes" ont été installés le long des principaux trajets piétonniers. Ces centres où des habitants du quartier se relaient en permanence permettent de réduire le risque de violences contre la population locale.

36. De tels programmes d'amélioration urbaine, souvent financés par diverses organisations nationales et internationales, ont été mis en œuvre en Colombie et en El Salvador pour tenter d'améliorer la condition des

communautés marginales où les niveaux d'usage illicite de drogues et de criminalité étaient élevés.

37. Aux États-Unis, le programme Safe Streets, lancé à Chicago puis étendu à d'autres villes, doit permettre de réduire le niveau de violence des rues dans les communautés marginales. À Baltimore, ce programme a été mis à profit pour mobiliser toute une série de groupes locaux, de communautés religieuses, d'organisations bénévoles et d'organismes officiels pour soutenir les actions locales visant à faire face aux divers problèmes devenus endémiques dans les zones à forte criminalité et à forte consommation de drogues. Dans les quartiers où il y a eu des incidents faisant intervenir des armes à feu, un travail de communication vise à encourager les jeunes à régler leurs différends par d'autres moyens et à éviter la violence armée.

38. Dans d'autres villes des États-Unis confrontées à une criminalité liée aux drogues entraînant l'utilisation d'armes à feu, la police locale a mis en place un dispositif selon lequel les habitants qui lui remettent une arme en sont financièrement récompensés. Même s'il y a peu de chances que les personnes les plus susceptibles d'être associées à la violence des rues rendent leurs armes, de tels dispositifs donnent la sensation que le niveau global de sécurité des populations locales est renforcé puisqu'il y a moins d'armes en circulation.

39. Si les outils technologiques comme Internet sont beaucoup employés par les trafiquants de drogues et les groupes criminels, ils peuvent aussi être utilement mis à profit pour donner aux communautés les moyens d'agir contre la criminalité liée aux drogues et la criminalité organisée. Ainsi, en Inde, le site Web "I paid a bribe" ("J'ai payé un pot-de-vin") permet aux particuliers de signaler les cas où un fonctionnaire leur a demandé un pot-de-vin pour faciliter une procédure administrative. Ce type de dispositif, susceptible de donner un certain pouvoir aux communautés, présente toutefois le risque d'être utilisé par les criminels pour menacer et intimider autrui.

40. En Écosse, aux endroits où l'usage illicite de drogues et la criminalité paraissent particulièrement problématiques, la police et le conseil locaux ont mis en œuvre une initiative visant à assurer la sécurité des enfants, en vertu de laquelle la police était autorisée à recueillir les jeunes de moins de 16 ans qui se trouvaient dans les rues sans surveillance après 21 heures et à les raccompagner chez leurs parents. À Liverpool et dans d'autres villes du Royaume-Uni, des projets similaires visant notamment à empêcher les jeunes vulnérables de traîner dans les rues pendant la nuit ont été mis au point pour faire reculer les problèmes liés à l'affiliation à des bandes et à la criminalité des rues.

41. Les forces de police de villes britanniques telles que Birmingham, Liverpool et Manchester ont tenté, comme au Brésil, de s'attaquer au problème des incidents faisant intervenir des armes à feu en associant des mesures de répression à des initiatives de surveillance de proximité destinées à instaurer un sentiment de confiance et de soutien mutuel chez les membres des communautés. Les agents de police ont par exemple étroitement collaboré avec les frères et sœurs de membres de bandes connus, qui étaient particulièrement exposés au risque de devenir membres eux-mêmes.

42. En France, un nouveau mécanisme judiciaire a été créé à l'intention tout particulièrement des zones sensibles. Mises en place au cœur de zones défavorisées, les maisons de justice et du droit sont chargées des affaires de petite et moyenne délinquance. Placées sous l'autorité des tribunaux et dirigées par un magistrat, elles bénéficient du soutien de membres de la société civile; elles offrent principalement des services de médiation mais reçoivent aussi les victimes d'infractions et proposent des consultations juridiques. Actuellement au nombre de 107, elles reçoivent plus de 500 000 personnes par an.

43. D'autres moyens ont notamment consisté à collaborer avec les parents de jeunes susceptibles d'adhérer à une bande criminelle, afin de les aider à faire en sorte que leurs enfants soient moins exposés à la criminalité des rues et à mieux reconnaître les premiers signes d'une affiliation. L'accent a également été mis sur l'offre d'activités aux jeunes des rues de ces communautés afin qu'ils ne passent pas leur temps avec les membres des bandes. Les mesures prises ont notamment consisté à leur donner un accès gratuit ou subventionné aux équipements de loisirs, à créer des clubs et à organiser des activités à leur intention de sorte que l'intégration d'une bande ne soit plus la seule option, et par la même occasion à encourager chez eux un sentiment accru de cohésion sociale.

44. Dans la région espagnole de Catalogne, on a testé une approche unique en son genre pour lutter contre l'affiliation aux bandes criminelles et la violence liée à ces dernières: le gouvernement de la communauté autonome s'est en effet engagé à faire intervenir certaines bandes dans le processus de gouvernance locale. Un exemple en a été la tentative de reconversion d'une bande criminelle en association culturelle chargée de promouvoir les intérêts des jeunes et de faciliter l'assimilation des immigrants latino-américains. Par ce processus de légitimation, la bande a pu bénéficier de toute une série de prestations sociales, ce qui lui a permis de mettre en place une vaste palette de projets éducatifs et de programmes de formation dans les zones où elle était présente. Dans le cadre de ce processus, les membres doivent cesser toute participation à des activités criminelles et violentes.

45. En République islamique d'Iran, on s'est résolument appliqué à améliorer la fourniture de matériel de prévention de l'usage illicite de drogues dans les établissements d'enseignement, dans les prisons et sur les lieux de travail afin de réduire l'impact de cet usage et du VIH sur la société. Les organisations non gouvernementales œuvrant dans chacun de ces domaines se sont employées à mieux faire connaître aux populations locales les facteurs de risque et les moyens de réduire ces risques, et à encourager toute une série d'activités sportives et de loisirs de façon à réduire le nombre de jeunes qui commençaient à faire un usage illicite de drogues ou se lançaient dans des activités en rapport avec la drogue.

46. Outre les diverses initiatives explicitement axées sur la lutte contre les problèmes liés à la drogue et à la criminalité dans les communautés marginales, des initiatives ont également été prises pour tenir compte du fait que de nombreux aspects de la géographie physique et sociale de ces communautés marginales favorisaient réellement le sentiment d'isolement et de désinsertion sociale chez les habitants et compliquaient considérablement la lutte contre ces problèmes. Dans certaines communautés marginales, les moyens de transports, par exemple, sont insuffisants ou quasi inexistants, ce qui entrave la fourniture de services et renforce par la même occasion chez les habitants le sentiment d'isolement et de vulnérabilité. Désireux de s'attaquer à ces problèmes, le Gouvernement du Brésil et ceux d'autres pays se sont engagés à améliorer les moyens de transports afin de favoriser d'autres formes de développement et de services. Dans certaines régions, on s'est engagé à mettre en place pour la première fois un système efficace de procédures cadastrales et de contrôle de l'utilisation des sols pour inverser la tendance à la désinsertion sociale. Dans certains pays, comme l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Malawi et le Pérou, des initiatives visant à améliorer l'inscription cadastrale ont été prises afin que les habitants puissent obtenir des prêts au développement gagés par les terres qu'ils possèdent, stimulant ainsi le développement de ces communautés marginales.

47. Aussi différentes soient-elles, ces initiatives sont toutes fondées sur l'importance de la participation des populations locales à chacun des stades du processus d'intervention.

48. L'Organe international de contrôle des stupéfiants souligne qu'il importe de répondre aux besoins des communautés socialement désinsérées avant qu'elles n'arrivent à un point où les gouvernements et les organisations locales ne pourront plus grand chose pour elles. Il faut reconnaître les premiers signes de désagrégation de la cohésion sociale au sein de ces

communautés et agir en conséquence. Ces signes peuvent être un changement dans la composition démographique, dans l'utilisation des terres ou dans la dynamique de la société dû à une migration ou à une situation de sortie de conflit, une faible offre éducative, un accès insuffisant aux services de santé, un manque de commerces, un réseau de transport défectueux ou l'augmentation de la violence.

49. Ces communautés marginales connaissent des problèmes qui sont susceptibles de s'étendre bien au-delà de leurs limites territoriales et c'est probablement ce qu'ils feront en l'absence de réaction rapide. Il pourrait alors se produire un puissant effet de radicalisation, menaçant le tissu même de la société. On ne peut laisser cette menace se propager.

D. Recommandations

50. Pour s'attaquer au cercle vicieux de la désinsertion sociale et des problèmes de drogue qui y sont liés, il faut adopter une approche pluridisciplinaire associant les parties prenantes à tous les niveaux, y compris les citoyens, les familles, la société civile, les divers niveaux de l'administration et le secteur privé. À cet égard, l'OICS formule les recommandations suivantes:

a) Les gouvernements doivent assurer la prestation de services de prévention de la toxicomanie, en particulier dans les communautés socialement désinsérées. Toutes les parties prenantes – établissements d'enseignement, mouvements associatifs, parents et organismes publics et bénévoles – devraient être associées à la conception et à la mise en œuvre des interventions visant cet objectif. Celles-ci devraient être adaptées aux besoins spécifiques de chaque communauté et conçues de manière à bien faire comprendre que l'usage illicite de drogues n'est pas une conséquence inévitable du fait de grandir dans cette communauté. Elles devraient être mises en œuvre dans le cadre d'un ensemble d'activités visant à donner à la population, en particulier aux jeunes, un sens positif de leur propre valeur et de leurs réalisations, de même que les compétences nécessaires au quotidien pour résister à toute forme de participation aux activités liées aux drogues;

b) Dans les communautés socialement désinsérées, certains peuvent être attirés par les activités illicites liées aux drogues s'ils estiment qu'ils n'ont pas d'autres perspectives. Les gouvernements devraient donc veiller à ce que les jeunes et leurs familles puissent avoir accès à des services éducatifs, à un emploi et à des loisirs analogues à ceux qui sont accessibles à d'autres groupes de population;

c) Dans les communautés économiquement défavorisées, les signes de réussite financière associée à des

activités illégales liées aux drogues peuvent attirer les jeunes vers le milieu de la toxicomanie, ce qui contribue à les tenir encore plus à l'écart du reste de la société. Dans le cadre de leur stratégie de lutte contre le problème de la drogue dans les communautés marginalisées, les gouvernements devraient donc s'attaquer aux signes visibles de réussite financière liée au marché illicite de la drogue, et s'employer à promouvoir d'autres modèles de comportement pour les jeunes. Cela est particulièrement important lorsque ces derniers n'ont eu jusque-là que les chefs de bande pour modèle;

d) Dans la mesure du possible, un programme global de mesures de réadaptation sociale devrait être mis en place au sein des communautés touchées par la désinsertion sociale et les problèmes liés à l'usage illicite de drogues. Dans un premier temps, si cela est nécessaire, les gouvernements devraient appuyer l'élaboration d'un mécanisme efficace de gouvernance locale, associant les citoyens, les familles et la société civile, afin de donner des moyens d'action aux communautés et de promouvoir une culture de l'ambition et non de la marginalisation. Au besoin, dans certaines communautés, les gouvernements devraient investir dans l'offre de services de transport, de santé, d'enseignement et de protection sociale efficaces, dans la création d'emplois et dans la mise en place de commerces de détail. La participation du secteur privé devrait être encouragée comme une possibilité d'investissement et non comme une action de bienfaisance;

e) Dans les processus de planification et de développement, les gouvernements devraient s'employer à faire en sorte que les communautés marginalisées aient la capacité et les moyens de devenir des communautés prospères intégrées au reste de la société et non coupées de lui. Le potentiel offert par Internet et les communications mobiles devrait également être mis à profit pour faciliter cette intégration;

f) Les gouvernements devraient envisager de mettre en œuvre des initiatives de police de proximité afin d'instaurer des relations de confiance et de respect mutuel avec la population locale, tout en renforçant la sûreté et la sécurité, de sorte que les services de détection et de répression ne soient pas perçus comme une menace par la population locale, mais plutôt comme un élément participant à leur protection et à leur bien-être. Le fait que la police de proximité s'implique dans des activités de loisirs et des activités sportives et culturelles peut favoriser le développement de la confiance entre les habitants et les services de détection et de répression et promouvoir le respect de l'état de droit;

g) Les organismes publics devraient veiller à ce que des services de traitement de la toxicomanie et de

réadaptation de qualité soient facilement accessibles, de sorte que les personnes souffrant de troubles liés à l'usage de drogues puissent recevoir rapidement un traitement efficace. Ce traitement devrait être conçu de manière à permettre aux intéressés de se délivrer de la drogue et non pas simplement à atténuer certains des maux associés à un mésusage chronique de drogues;

h) Les services de détection et de répression doivent être conscients de l'importance de la cohésion sociale lorsqu'ils s'occupent de questions liées à la désinsertion sociale et au problème de l'usage illicite de drogue au sein des communautés marginalisées. Les gouvernements devraient veiller à ce que les programmes de détection et de répression visant à priver de leur pouvoir les bandes criminelles présentes dans ces communautés soient complétés par les mesures recommandées ci-dessus, dont la mise en place de services de police de proximité, l'application de mesures de prévention et de traitement et la fourniture de services et d'infrastructures. Ces efforts devraient s'inscrire dans la durée pour permettre aux habitants de se sentir davantage en sécurité et pour s'opposer au pouvoir apparent des bandes criminelles;

i) Il faudrait encourager une culture du développement, de l'autonomisation et de la responsabilité

associant toutes les parties prenantes plutôt que de marginaliser encore plus les communautés touchées en favorisant une culture de la dépendance. Des mécanismes de microfinancement peuvent permettre à des individus et à des groupes appartenant à des communautés marginales de jouer un rôle actif dans leur propre développement et dans l'acquisition d'une certaine indépendance. Le lancement de procédures cadastrales peut donner une nouvelle impulsion aux mesures prises à l'échelon local. Il faudrait peut-être que les pouvoirs publics initient des processus de réhabilitation pour montrer ce qui peut être accompli au sein d'une communauté. Néanmoins, la nécessité d'associer les membres de la communauté à un tel processus et de développer leur sens de la responsabilité dans ce contexte ne saurait être surévaluée;

j) L'OICS souligne l'importance de la coopération internationale pour le renforcement des capacités, l'octroi d'une assistance technique et l'échange des meilleures pratiques en matière de réadaptation de ces communautés marginalisées, grâce à un investissement dans les domaines de la cohésion sociale, des services et des infrastructures, l'objectif étant de promouvoir des communautés soudées, sûres et exemptes de drogues.